

Le spectre des émeutes de L.A. vient hanter le rêve américain déjà mis à mal par la profondeur de la crise et la persistance du marasme économique.

« Magasins de spiritueux, boîtes de nuit, labos photos et églises aux devantures de magasin avec, ci et là, des terrains vagues couverts de voitures abandonnées qui avaient brûlé de l'intérieur. L'une après l'autre, les devantures défoncées répandaient à profusion des bouteilles d'alcool en morceaux : du verre cassé partout; les ruisseaux pleins d'appareils électriques bon marché -des trucs à ne pas mettre au clou, pillés à la hâte et abandonnés lorsque les pillards s'étaient rendu compte qu'ils étaient sans valeur. »

(James Ellroy à propos des émeutes d'Août '65 à Watts in Lune Sanglante. Coll. Rivages/Noir. P. 25)

« Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux représailles de la vengeance populaire sur des individus haïs ou des édifices auxquels ne sont liés que des souvenirs odieux, il ne faut pas seulement tolérer ces représailles, mais prendre directement en main leur direction. »

(Marx. Adresse du comité central de la Ligue des Communistes. 1850)

Nous écrivions dans notre revue N°3 d'hiver-printemps 1991 à propos de «l'anomalie» de la crise aux Etats-Unis :

« Le caractère prépondérant de '92 va être le marasme économique prolongé, entrecoupé par des baisses modérées et des faibles hausses de l'activité économique dans un cadre d'instabilité généralisée... à moins que des facteurs sociaux et/ou géo-stratégiques ne viennent à nouveau gâcher la « reprise ». »

(M.C. N°3. Crise et marasme économique définissent encore une fois les conditions de l'éventuelle reprise classiste. P.P. 10-11)

Tous les indicateurs économiques de l'heure confirment intégralement notre analyse et nos prévisions :

« Une véritable reprise semble maintenant s'annoncer plutôt pour 1993 que pour 1992... L'économie restera dans les limbes, entre la récession et la reprise, jusqu'à la fin de l'année. »

(Business Week (B. W.). 28.09.92)

La science communiste est un corps solidaire de critique radicale des modes de production fondés sur l'antagonisme des classes, de compréhension ponctuelle des cycles économiques, de définition des buts du mouvement réel et des moyens pour les atteindre. Sa méthode se confond intégralement avec son contenu dans le sens où elle est issue -donc reflète au plan de la méthode scientifique- du devenir du mouvement réel à l'époque de l'émergence du prolétariat en tant que classe révolutionnaire. Lénine disait que la science marxiste est fondamentalement « un guide pour l'action », où celle-ci n'est pas conçue dans le sens immédiatiste et finalement réducteur des agissements tactiques disparates mais dans sa pleine dimension de levier historique, d'accélérateur des grandes dynamiques des classes propres aux sociétés antagoniques. Or, opposer -ou même tout simplement privilégier dans le cadre de l'activité organique de la formation révolutionnaire- un aspect du travail scientifique communiste relativement aux autres, reviendrait à casser ce lien solidaire qui en fait précisément un guide pour l'action. En particulier, et si l'on s'en tient au sujet de cet article, faire abstraction de la compréhension de la phase du cycle industriel, que nous avons définie comme étant de marasme économique (classiquement postérieure à celle de la crise de dévalorisation), entraînerait une caractérisation fautive ou déformée du mouvement de classe. Elle oblitérerait dès lors l'action conséquente du facteur communiste.

« La croissance aux Etats-Unis devrait atteindre un modeste 1.5% en 1992 si la consommation des ménages et l'investissement des entreprises continuent de répondre à l'appel des faibles taux d'intérêt et si les exportations nettes continuent de croître. Ceci impliquerait une reprise bien en dessous des 5-6% de taux de croissance typiques des 4 trimestres qui ont suivis les creux des récessions passées, en partie parce que la récente récession a été relativement peu profonde. »

« L'activité en Amérique du Nord semble s'être renforcée en 1992 mais divers indicateurs continuent de signaler une reprise hésitante. »

(FMI. World Economic Outlook. Mai 1992)

Cette appréciation du FMI n'est pas dénuée de fondement même si nous divergeons à propos de l'évaluation de la profondeur réelle de la crise de 1990/1991.

Elle est largement partagée par la Direction de la Prévision du Ministère de l'Economie et des Finances français qui dans sa note de conjoncture datée de juin'92, s'exprime ainsi :

« Bien que plus marqué que la plupart des économistes ne le prévoyaient en début d'année, le rythme de la reprise reste inférieur à ceux qui avaient prévalu lors des précédentes sorties de récession. »

D'une façon plus imagée mais assurément non moins évocatrice, Mr. Philip Braverman de la firme de courtage DKB Securities Lines dépeint la situation économique comme étant « à mi-chemin entre croissance et récession » pour ensuite assurer que les affaires « resteront dans ce purgatoire économique pendant longtemps ».

Ou encore Mr. Richard B. Hoey, directeur des études économiques chez Dreyfus Corp., qui propose une métaphore « médicale » :

« L'économie est comme un patient qui vient de subir une intervention importante. Il est vivant mais il est dans le même état que si un poids lourd lui avait roulé dessus ».

Cette crise, dont la profondeur n'est pas entièrement perceptible à l'oeil nu, reste pourtant une des plus graves que la formation américaine ait connu depuis la II^{ème} guerre mondiale. Un seul symptôme en témoigne explicitement : elle a été la plus longue de l'après-guerre.

« L'économie est encore empêtrée dans la plus longue période de stagnation depuis la seconde guerre mondiale ».

(B. W. 20.07.92)

Elle est d'ailleurs suivie par une période de marasme économique longue et difficile : Paribas dans sa lettre « Conjoncture » de septembre '92 parle à propos de la phase actuelle d'une « langueur monotone et durable ».

Malgré la puissante manoeuvre financière qui a consisté à baisser 24 fois les taux d'intérêt depuis 1989 et à laisser courir vers le bas le taux de change de la monnaie (moins 45% depuis 1985) afin d'ajouter de la compétitivité aux marchandises américaines et après avoir stabilisé militairement le prix de marché du pétrole (guerre d'Irak), plusieurs facteurs entravant la valorisation subsistent.

« L'amélioration constatée pour les ménages et les entreprises non financières dans la période récente ne peut sauver à elle seule une croissance durable et forte. Ainsi, le système bancaire américain reste fragilisé et une solution au problème de la dérive budgétaire devra être impérativement trouvée dans les

prochaines années si les Etats-Unis veulent connaître une croissance équilibrée. »

(Caisse des Dépôts et Consignations (C.D.C.). Note de conjoncture 2/1992.)

D'après Couvay G. Ivy, vice-président et trésorier de Shervin-Williams Co :

« Nous ne voyons pas de signes qui attesteraient que les problèmes fondamentaux de notre économie soient corrigés, ainsi on aura probablement une économie à croissance lente, stagnante pendant les deux prochaines années. »

Parmi « les problèmes fondamentaux » on ne peut oublier la crise des institutions bancaires, aggravée par la manoeuvre financière évoquée plus haut (baisse des taux).

Les banques sont victimes de la moindre rentabilité du capital porteur d'intérêt engagé dans la circulation.

Les banques commerciales, pour colmater les bilans et assurer leurs marges, n'ont que partiellement répercuté les baisses des taux lorsqu'il s'agissait de prêter de l'argent.

« La baisse des taux d'intérêt entre fin 1990 et début 1992 ... a permis un refinancement à des coûts plus faibles et une augmentation des marges sur taux. »

(C. D. C. Juillet 1992)

Les banques se sont retournées vers les épargnants privés ou institutionnels en abaissant avec empressement les taux de rémunération des dépôts à mesure des baisses des taux d'intérêt à court terme décidées par la Réserve Fédérale. Ensuite, pour parer au pire, dans une période de difficultés croissantes dans les paiements, leurs placements se sont de plus en plus orientés vers l'achat de bons du trésor, obligations d'Etat, etc -dont la sécurité des paiements est plus grande-, que vers le secteur privé « concurrentiel ».

« La faible croissance du crédit bancaire provient en partie d'une contraction de l'offre ... La réticence des banques à prêter s'expliquant moins par une insuffisance des dépôts que par une insuffisance des fonds propres. »

(Paribas. Conjoncture. Septembre 1992)

« Pendant l'année dernière les banques commerciales ont investi 115 milliards de US\$ en titres du trésor et ont baissé leurs prêts à l'industrie et au commerce à 28 milliards de dollars, ce qui est difficilement une recette pour la reprise. »

(B. W. 20.07.92)

Ainsi les banques, en conformité parfaite avec la loi du mouvement concurrentiel du capital, ont préféré effectuer des placements sûrs, garantis par l'Etat plutôt que de courir des risques excessifs en prêtant de l'argent aux capitaux industriels privés à des taux dérisoires imposés par l'administration. De cette façon elles ont sérieusement réduit l'efficacité de la manoeuvre financière décidée par leur débiteur étatique.

« Tout se passe comme si plus les taux baissaient, et par voie de conséquence le coût du crédit, moins l'appétence des agents économiques pour le crédit était forte. »

(Paribas. Conjoncture. Septembre 1992)

La crise financière latente entrave la reprise massive des investissements productifs et de la consommation improductive déterminant largement la longueur accrue de la période de marasme par rapport aux phases correspondantes du passé et la faiblesse des petites reprises qui la jalonnent. L'image la plus souvent évoquée en ce moment par les économistes bourgeois est en effet la « stagnation », véritable aveu des difficultés persistantes de la valorisation. En un mot on a :

« une économie qui refuse de se relever et un gouvernement soit incapable soit peu disposé à y faire quelque chose. »

(Wall Street Journal (W.S.J.). 08.09.92)

1. Les conditions sociales actuelles de l'exploitation de la classe ouvrière des Etats-Unis dépendent largement de l'ampleur des dévalorisations généralisées périodiques depuis 1981.

La première puissance capitaliste du monde, nous l'avons vu tout au long de nos travaux de définition de la période, a connu depuis les années '70 -à l'exception de la petite crise de 1986- des crises de valorisation d'une certaine ampleur, directement proportionnelles à son rang de choix dans la hiérarchie des pays capitalistes forts.

De surcroît, les USA ont été confrontés à une diminution nette de leur rôle dans les échanges mondiaux -12% aujourd'hui, 13% en 1970 et 18% en 1960- tout comme dans la production mondiale -70% en 1950 et moins du quart en 1990. Ceci est plus dû à l'émergence de nouveaux pôles et de régions productives de carrure comparable qu'au tant attendu et clamé « déclin de l'empire américain », piètre consolation idéologique de tiers-mondistes et décadencistes en tous genres. Dans un environnement de compétition accrue par le retour des « grandes aires » et par l'agressivité renouvelée entre les aires du premier cercle capitaliste, la bataille pour la « compétitivité », c'est-à-dire pour la progression de la productivité du travail, est au coeur de toutes les préoccupations de la fraction US du capital mondial.

Pour les marxistes, dans la phase du capitalisme mûr, celle de la grande industrie mécanisée, la productivité du travail vivant est davantage déterminée par le travail cristallisé sous forme d'introduction suffisante de nouvelles machines que par l'accroissement des cadences sur la base du même rapport entre travail vivant et cristallisé¹. De même une plus grande exploitation est issue davantage de la dévalorisation du capital variable par l'augmentation générale de la productivité du travail (via le renforcement de la quantité de travail cristallisé face à sa portion vivante) que d'une prolongation de la journée de travail individuelle, à conditions objectives de la production inchangées.

Cependant, la tendance générale succinctement décrite ici n'est pas toujours dominante. Cela dépend aussi largement des phases du cycle industriel et du mouvement concurrentiel du capital social total. Les Etats-Unis ont vu, depuis la

¹ « *D'après les données du gouvernement américain la production horaire, qui avait cru à un taux de 3% par an depuis 1937 jusqu'en 1973, a faiblement augmenté depuis de 0.9% par an. »*

(Fortune 19/10/92)

crise de 1981, leurs investissements en valeur et en pourcentage du PNB, chuter quasiment sans discontinuer.

« En 1991 la formation brute de capital fixe des entreprises américaines a atteint seulement 9% du PNB contre près de 20% au Japon et 13% en Allemagne. (...). De même le gouvernement américain investit trop peu dans les infrastructures : 1.5% du PNB contre 5% au Japon. »

(The Economist. « Can America compete ? » 18.01.92)

La structure de l'investissement productif en capital fixe est aussi digne d'être notée : d'après une étude citée par l'hebdomadaire The Economist datée du 27.06.92, qui se base sur une enquête auprès des PDG d'un panel représentatif des firmes américaines, japonaises et européennes, les projets d'investissements à long terme calculés en pourcentage du total sont de l'ordre de 21% pour les premières, de 47% pour les deuxièmes et de 61% pour les troisièmes. Ce qui confirme pleinement à la fois l'ampleur de la dévalorisation apparue en 1990/1991 et les difficultés de valorisation générale de la fraction US du capital social mondial. En effet, les investissements à long terme sont ceux dont le retour valorisé du capital nouvellement immobilisé s'étale sur une période plus importante, donc sont ceux dont la masse de valeur-argent nécessaire à avancer est majeure. Pourtant, toujours selon l'article cité,

« la profitabilité de l'industrie américaine est plus élevée qu'au Japon et en Allemagne. Dans la période 1965-1988 le taux de retour sur investissement a été de 17% (aux USA), comparé à 12% en Allemagne et 13% au Japon. »

Ce « paradoxe » ne peut être expliqué que par le fait, entre autres, du rapport historique déterminé entre extorsion de plus-value relative et absolue et de celle-ci avec le temps de rotation du capital total. Sans s'éterniser sur ce sujet, ce n'est pas le but du texte, on peut très bien concevoir qu'un capital d'une certaine grandeur, mais à moindre composition organique et technique du capital, relativement à un autre de la même grandeur, ayant une plus forte composition du capital, puisse, par exemple et jusqu'à un point précis en fonction directe de son taux d'exploitation supérieur, réaliser d'une part la valeur totale de son produit en un temps moindre et de l'autre parvenir à une « profitabilité » plus grande, si par cette définition aléatoire on entend un taux majeur d'accumulation (C'/C).

La dynamique générale, ici énoncée, de la baisse des « taux d'investissement » s'est poursuivie en 1992 même si les chutes importantes de 1990/91 n'ont plus eu lieu.

« En dépit d'une certaine accélération de la demande, du redressement de leurs profits et de conditions financières plus favorables, les entreprises ont continué à restreindre leurs investissements jusqu'à la fin 1991, une stabilisation n'intervenant que début 1992, après deux années de baisse continue. »

(C. D. C. 2/1992)

La valorisation insuffisante du capital américain se manifeste est révélée par le taux d'endettement anormalement élevé des sociétés et par le « comportement » des entreprises en matière d'investissements en capital fixe. Si bien que pour réduire le premier il a fallu pénaliser les seconds.

« C'est bel et bien une volonté d'assainissement des bilans et des comptes qui semble avoir guidé les entreprises dans leur comportement prolongé de désinvestissement : l'endettement a de fait reculé... et le taux d'autofinancement des entreprises est remonté de 71.7% au troisième trimestre 1990 à 85.3% début 1992, soit pratiquement à son niveau record de 1988. En contrepartie, les entreprises ne jouent pas le traditionnel rôle de dynamisation de la reprise par l'investissement et par l'embauche. »

(C. D. C. 2/1992)

« C'est donc en dernier ressort la question de l'investissement productif qui est posée : si la rentabilité des investissements nouveaux est aussi faible que celle des dernières années quatre-vingt, la croissance s'étouffera dès lors que l'on approchera le plein emploi des capacités productives. Ce risque nous paraît assorti d'une probabilité élevée mais appelé à se concrétiser plutôt à la fin de l'année 1993 qu'en son début. »

(Monique Fouet. Lettre de l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques N°104. 08.07.92)

Pourtant les Etats-Unis ont augmenté le taux d'exploitation dans le secteur productif au cours des années '80 et début '90 à un rythme plus soutenu que l'Europe et le Japon.

« Les chiffres pour la seule industrie manufacturière donnent une autre vision. L'Amérique a connu une croissance de la productivité plus lente que celle du Japon et de l'Europe durant les années '60 et '70, mais la productivité de l'Amérique a pris son élan durant les années '80, progressant en moyenne de 3.4% par an, soit plus vite qu'au Japon et en Allemagne. »

(The Economist. 18.01.92)

« Même dans l'industrie manufacturée, la production par individu et par heure était grosso modo [au milieu des années '80 et selon une étude utilisant des

chiffres OCDE²] la même qu'au Japon; elle était de 50% plus élevée qu'en Allemagne. »

(Ibid.)

Cet élan s'est poursuivi avec les flottements naturels d'usage durant la crise de 1990/1991.

« Sur un an, la productivité aurait progressé de près de 3% dans les entreprises non financières. »

(C. D. C. 2/1992)

Ceci fait dire à Mr. Stephen Roach, économiste à Morgan Stanley que *« l'industrie américaine n'a pas été aussi compétitive depuis les années '60. »*

Par ailleurs, les phénomènes conjoints de la baisse du dollar et de l'augmentation du taux d'exploitation ont permis aux capitaux individuels US de gagner des parts du marché mondial même au coeur de la dévalorisation généralisée de 1990/91,

² *« Entre 1948 et 1973 la productivité mesurée par la production horaire dans le secteur non agricole a augmenté en moyenne de 2.51% chaque année, c'est-à-dire à un rythme qui doublerait le volume de la production tous les 28 ans. Puis une rupture de cette tendance florissante survint en 1973 et la croissance globale de la productivité tomba à 0.83% en moyenne par an. Par contraste avec les reprises économiques antérieures celle qui a suivi la récession de 1981-1982 n'a entraîné qu'une faible amélioration de la productivité jusqu'à un rythme moyen de 1.28% par an. En suivant ce rythme il faudrait 55 ans pour doubler le volume de la production. »*

(Wallace C. Peterson. Challenge. Juillet/Août 1991)

Les pourcentages d'augmentation de la productivité du travail divergent ici de ceux que nous reproduisons plus loin car ils sont calculés sur des bases différentes.

Lorsqu'on parle du secteur non agricole on y englobe une partie non négligeable du secteur non productif (capital commercial et capital porteur d'intérêt) et on exclut le secteur productif agricole. De la même façon, dès que l'on se réfère à l'industrie manufacturière on ne tient pas compte des branches productives de l'énergie, de l'agro-alimentaire, des transports et du bâtiment. Ou encore, la définition du secteur des entreprises non-financières sort du compte le capital porteur d'intérêt mais intègre l'agriculture... Par conséquent, ces taux sont à prendre avec beaucoup de précautions et ont une valeur quasi exclusive d'indicateurs de tendance plutôt que de données définitives élaborées sur la base de la science marxiste. Le mouvement communiste n'est pas encore à même de se libérer de la dépendance des élaborations économétriques de l'adversaire de classe, témoin -et pas des moindres- de son état de faiblesse persistante.

alors qu'elle n'avait pas encore touché leurs principaux concurrents japonais et allemands.

« L'an dernier, selon l'OCDE, les Etats-Unis ont gagné 2.4% de parts de marché dans le monde, alors que le Japon en perdait 4% et l'Allemagne 5.2%. L'OCDE prévoit que les Etats-Unis continueront leur percée, avec des gains de parts de marché de 1.1% en 1992 et en 1993. »

(La Tribune. 09.07.92)

Evidemment ces progrès de l'exploitation et de la « compétitivité » américaine, relativement à ses principaux adversaires, ne sont pas de nature à changer notre jugement sur la croissance de l'instabilité et de la compétition internationales dont l'un des facteurs est précisément la décreue du poids relatif des USA. Ils les mettent plutôt en exergue. Ce sont également des preuves factuelles permettant de rejeter les visions simplistes de l'écroulement, du chaos ou de la décomposition présumés du mode de production capitaliste (MPC) à partir de son centre nerveux. La tendance générale reste donc bel et bien à l'affaiblissement de la puissance productive américaine et au rôle grandissant des deux puissances de premier ordre, japonaise et allemande.

L'augmentation du taux d'exploitation aux Etats-Unis est un phénomène circonscrit et sans commune mesure si on le compare à l'après-guerre (cf. note 2). Il est plus lié à l'extorsion accrue de plus-value absolue par l'allongement de la journée de travail individuelle et à une extraction relative massive de plus-value provoquée par la saturation supplémentaire du temps de travail (bien que la composition technique du capital soit en croissance moindre que celle de l'Europe et du Japon) qu'à une augmentation significative de cette dernière.

« La flexibilité du travail est la raison la plus importante de l'avantage US (de productivité par rapport au Japon et à l'Allemagne N.D.L.R.) dit Bill Lewis, un associé de Mc Kinsey and Co., qui a étudié la productivité internationale. »

(Fortune. 19/10/92)³

alors même que

« L'investissement fixe privé non résidentiel US a été le plus bas du Groupe des Sept Nations dans les cinq dernières années; à 10.7% l'année dernière, il a été la moitié du japonais. »

³ *« Lester Thurow, le doyen de la Sloan School of Management du MIT, dans son livre « Head to head » dit que le turn-over des travailleurs calculé en pourcentage du total (qui inclut aussi bien ceux qui démissionnent et ceux qui sont licenciés) est de 3.5% par an au Japon et de 4% par mois aux USA. »*

(Fortune. 19/10/92)

(Fortune. 19/10/92)

Au présent marasme économique, comme dans la crise de dévalorisation généralisée qui l'a précédé, s'est ajoutée une chute conjoncturelle classique des investissements en capital fixe qui a davantage consolidé et rendu visible cette tendance.

« ... et tout aussi normal que l'emploi continue à stagner alors même que la production se redresse depuis plusieurs mois, puisque les entreprises commencent toujours par avoir recours à l'allongement des horaires (réduit durant la récession) avant de reprendre l'embauche. »

Et plus loin :

« Les entreprises allongent les horaires là et quand cela est possible, puis accroissent l'emploi et l'investissement. Bien souvent, embauche et dépenses en capital suivent la reprise du PIB avec 2 trimestres de retard. »

(Monique Fouet. Lettre de l'OFCE. 08.07.92)

A propos de l'expression « là et quand cela est possible » on peut constater que l'allongement de la journée de travail individuelle comme la diminution nette du salaire réel, le rapprochant du salaire minimum, accompagnés d'une augmentation nette des cadences, de la précarité et de la mobilité de la force de travail ont bien réussi aux patrons US ... jusqu'au « choc social » de Los Angeles.

« En vérité, tant que les performances des entreprises continuent d'être dominées par des réductions des coûts et d'autres formes d'amélioration de la productivité, le secteur des affaires bénéficie superbement d'un accroissement significatif de ses marges de profits... Une réduction dramatique de ces coûts constitue le moteur de cette reprise de l'économie tirée par la productivité. »

(Stephen Roach économiste de Morgan Stanley⁴)

⁴ Toujours d'après les analyses de Mr. Roach :

« ...au cours du deuxième trimestre de '92 les deux tiers de l'amélioration des marges des entreprises sont venus de réductions dans les coûts de main-d'oeuvre. »

(AGEFI. 10.09.92)